

**CONVENTION DE TRAVAUX RELATIVE AUX TRAVAUX DE
RENOUVELLEMENT DU RESEAU DE TRANSPORT D'EAU BRUTE ET
OUVRAGES ASSOCIES DE LA SOURCE DE LA FOUX IMPLANTE DANS
LE PARC DE STATIONNEMENT DE LA FOUX A GRASSE**

ENTRE :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Etablissement public de coopération intercommunal dont le siège est situé 57 avenue Pierre Sépard - 06130 GRASSE,

Agissant en qualité de Maître d'Ouvrage des travaux de renouvellement du réseau de transport d'eau brute et ouvrages associés de la Source de la Foux.

Représenté par son Président Monsieur Jérôme VIAUD, agissant en vertu de
..... ,

Ci-après désignée par la « **Communauté d'Agglomération** » ou le « **Maître d'ouvrage** »

ET

La Ville de GRASSE dont le siège est situé Place du Petit Puy- 06130 GRASSE, Représenté par son Maire Monsieur Jérôme VIAUD, agissant en vertu d'une délibération en date du 2 avril 2024,

Ci-après désignée par la « **Ville de Grasse** »,

ET

La société INDIGO Infra, Société par actions simplifiée au capital social de 192 533 360,00 Euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 642 020 887, et dont le siège social est situé Tour Voltaire - 1, Place des Degrés - 92800 PUTEAUX LA DEFENSE, représentée par Monsieur Pierre BONNABAUD, en qualité de Directeur Régional Sud-Est, dûment habilité,

Ci-après désignée par « **INDIGO** » ou le « **Concessionnaire** ».

Ci-après désignées individuellement une « **Partie** » et collectivement les « **Parties** ».

EXPOSE PREALABLE

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse doit réaliser, sous sa maîtrise d'ouvrage, des travaux de renouvellement du réseau de transport d'eau brute et des ouvrages qui y sont associés de la Source de la Foux à GRASSE.

Ce réseau, implanté sous le radier de parc de stationnement de la Foux à GRASSE, est en mauvais état et est fuyard. Il donc faire l'objet de travaux de renouvellement.

Cette opération poursuit ainsi les objectifs suivants :

- Réhabiliter les ouvrages de captage de l'eau en aménageant notamment un ouvrage de décantation,
- Recréer un ouvrage de transport sécurisé et non fuyard depuis la zone de captage jusqu'à la future Unité de traitement qui sera située au niveau du square de la Foux.

La société INDIGO Infra exploite le parc de stationnement public de la Foux situé sous la place « Square des Martyrs de la Résistance » et sous une partie du Boulevard Eugène Charabot » à GRASSE (06130) (ci-après l'« **Ouvrage** » ou le « **Parc** ») en vertu d'un contrat de concession (ci-après le « **Contrat de Concession** ») conclu le 2 mai 1985 avec la Ville de GRASSE (ci-après la « **Ville** »). En application du Contrat de Concession, le Concessionnaire est *« responsable envers la Ville du bon achèvement et de la solidité des ouvrages construits ainsi que des aménagements et équipements exécutés par ses soins dans les termes et limites du droit commun »*.

La Communauté d'Agglomération a fait part à INDIGO de la nécessité d'intervenir au niveau du Rez-de-Chaussée du Parc pour qu'il soit procédé à des travaux de démolition, de terrassement et de génie civil nécessaires à la réalisation :

- Du regard recevant le nouvel ouvrage de captage et local associé,
- De la fouille pour pose du nouveau réseau Eau Brute,
- Du regard de surverse en sortie du Parc, la traversée de voile du Parc et le raccordement sur le réseau pluvial avec la création d'un regard.

Ces travaux comprennent ainsi la création de deux fosses de 2 mètres de profondeur, une de chaque côté du Rez-de-Chaussée du Parc, à proximité immédiate des parois périphériques avec démolition partielle des fondations sur un côté du Parc et entraîneront la neutralisation de toutes les places de stationnement de ce niveau.

INDIGO a indiqué à la Communauté d'Agglomération que la réalisation des travaux de renouvellement du réseau de transport d'eau brute et des ouvrages qui y sont associés de la Source de la Foux (ci-après les « **Travaux** »), rendus nécessaires par la fuite sous le radier et le mauvais état dudit réseau, n'appellent pas d'objection de sa part sous réserve :

- De l'obtention d'un accord écrit préalable de la Ville de GRASSE en sa qualité de propriétaire du Parc et d'autorité délégante d'INDIGO, portant sur la réalisation des Travaux,
- De l'obtention par la Communauté d'Agglomération, qui en fait son affaire, des autorisations administratives requises,
- De la signature et du respect des stipulations de la présente convention (ci-après la « **Convention** »).

Par lettre recommandée avec AR en date du [●] Février 2024 (**Annexe n°..**), INDIGO a demandé l'accord de la Ville au titre des modifications et interventions sur l'Ouvrage sollicitées par la Communauté d'Agglomération.

CECI EXPOSE, LES PARTIES SONT CONVENUES CE QUI SUIV :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La Convention a pour objet de fixer les conditions et modalités juridiques, techniques et financières de réalisation des Travaux détaillés à l'article 2 ci-après sous la maîtrise d'ouvrage et la responsabilité de la Communauté d'Agglomération et d'autoriser ses entreprises prestataires et leurs éventuels sous-traitants à intervenir dans le Parc.

ARTICLE 2 - CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les Travaux de renouvellement du réseau de transport d'eau brute et des ouvrages qui y sont associés de la Source de la Foux consistent en des travaux de démolition, de terrassement et de génie civil nécessaires à la réalisation :

- Du regard recevant le nouvel ouvrage de captage et local associé,
- De la fouille pour pose du nouveau réseau Eau Brute,
- Du regard de surverse en sortie du Parc, la traversée de voie du Parc et le raccordement sur le réseau pluvial avec la création d'un regard.

Tels que ces travaux sont plus amplement décrits dans le CCTP (**Annexe n°..**)

1 - Travaux de création de l'ouvrage de surverse comprenant notamment :

- Démolition de la dalle du Parc au droit de l'ouvrage de surverse en sortie du Parc comprenant notamment :
 - o Sciage soigné de la dalle,
 - o Décroustage des aciers de dallage (et de fondation si rencontré),

- o Confection d'une poutre BA périphérique, 0,25x0,25m sur le périmètre des zones à excaver avec reprise des aciers existants, longueur des torons d'ancrage de 15 cm minimum et mise en place d'un béton sans retrait,
 - o Terrassement à -2 mètres par rapport au niveau sous dalle, et l'amorce de terrassement,
 - o Ouverture du mur de façade en sous-œuvre pour pose de la nouvelle canalisation sous voirie attenante au Parc,
- Réalisation d'une ouverture 150 x 80 en sous œuvre du mur extérieur du Parc pour passage de la canalisation de surverse DN600,
- Réfection du voile après pose de canalisation avec reprise de l'étanchéité.

2 - Travaux de création de l'ouvrage de captage et local associé comprenant notamment :

- Présclage en sous œuvre de l'ouverture vers la Source de la Foux, démolition partielle du mur et de la fondation
- Démolition de la dalle du Parc au droit de l'ouvrage de prise d'eau et du biseau pour reprise de l'étanchéité le long du voile du Parc comprenant notamment :
 - o Sciage soigné de la dalle du Parc,
 - o Décroulage des aciers de dallage,
 - o Confection d'une poutre BA périphérique, 0,25x0,25m sur le périmètre des zones à excaver avec reprise des aciers existants, longueur des torons d'ancrage de 15 cm minimum et mise en place d'un béton sans retrait,
 - o Terrassement à -2mètres par rapport au niveau sous dalle, sur la totalité des surfaces de dallage démolies,
 - o Coulage d'un béton de lestage sous le regard prise d'eau et coulage d'un béton prise mer toute hauteur le long du mur du Parc existant pour blocage des arrivées d'eau,
 - o Réalisation des voiles en béton armé suivant plan DCE avec réservation pour canalisation et renforcement permettant l'accès à la boulonnerie,
 - o Ferrailage, coffrage des voiles, seuils et déversoirs
- Réalisation des ouvrages, cloisons, radiers et seuils à l'intérieur de l'ouvrage de captage, présclage du voile de communication avec la source de la Foux

3 - Travaux préparatoires à la pose de la canalisation Eau Brute et réfection de surface comprenant notamment :

- Présclage de la dalle du Parc à 0,15cm du bord de tranchée en veillant à ne pas entamer les aciers lors de cette coupe,
- Sciage soigné de la dalle au droit de la fouille,
- Démolition de la dalle du Parc et dégagement, décroulage, des aciers sur les lés,
- Terrassement à -0,10m de la génératrice inférieure des canalisations à poser par rapport au niveau sous dalle, sur la totalité des surfaces de dallage démolies,
- Remblaiement de la fouille et reconstitution du hérisson (0,20 à 0,25m) sous dallage.

4 - Réfection à l'identique de la dalle du Parc :

- Mise en place d'un film d'étanchéité polyane, épaisseur 150 microns, posé sur forme en sable,
- Réalisation des armatures par double nappe de treillis soudés, liaisons avec les aciers dégagés de la dalle existante,
- Mise en place d'un béton courant (Gravillons 5/15 800I ; Sable 0/5 400I ; CPA 250/350 350kg),
- Remise en état à l'identique de la dalle du Parc et de la peinture de sol.

ARTICLE 3 - MODALITES D'INTERVENTION

Les Travaux visés à l'article 2 de la Convention, en ce compris, notamment, toutes actions préparatoires à ces Travaux (autorisations, signalisation, balisage, protection d'équipements et d'ouvrages, etc.), seront réalisés conformément à la méthodologie décrite dans le CCTP (**Annexe n°..**) et les plans d'implantation des ouvrages (**Annexe n°..**). Ils seront pris en charge par le Maître d'Ouvrage et/ou la ou les entreprises en charge de la réalisation des Travaux qui en font leur affaire personnelle sans que le Concessionnaire puisse en être inquiétée à quelque titre que ce soit.

En outre, les Travaux prendront en compte les éventuelles prescriptions des autorités administratives (DACAM et autres).

Les interventions qui seraient, le cas échéant, nécessaires sur les installations et équipements suivants (et en particulier pour la consignation, dépose, repose) :

- détection incendie,
- guidage à la place,
- vidéosurveillance,
- sonorisation,
- ventilation, désenfumage et accessoires associés, contrôle d'accès,
- GTC,

seront réalisées par le mainteneur des installations concernées, à la demande de la Communauté d'Agglomération et sous le contrôle du service technique de la société INDIGO Park, société prestataire de services du Concessionnaire.

Les entreprises feront leur affaire de leur besoin en énergies et fluide. Aucun raccordement aux réseaux et équipements techniques du parc ne sera autorisé.

Les diverses interventions seront réalisées sur demande écrite du Maître d'Ouvrage. Avant chaque intervention du service maintenance d'INDIGO Park et/ou des sociétés de maintenance des installations et/ou équipements ou autre prestataire de service, INDIGO adressera un devis au Maître d'Ouvrage pour validation. Le Maître d'Ouvrage adressera alors une instruction écrite à INDIGO lui demandant de délivrer l'ordre de service à ses prestataires extérieurs et/ou au service maintenance de la société INDIGO Park. Cette instruction écrite à laquelle sera jointe le devis vaudra validation de celui-ci par le Maître d'Ouvrage et engagement de celui-ci à régler la facture correspondant à la prestation.

Ces interventions seront refacturées au Maître d'Ouvrage sur la base de factures fournies et justifiées par INDIGO et ce, un mois après la réalisation des prestations, par voie électronique.

Le Maître d'Ouvrage imposera et fera respecter aux entreprises en charge de la réalisation des Travaux (ci-après les « Entreprises ») de :

- maintenir le degré coupe-feu des palissades et des portes du chantier à créer à l'intérieur de l'Ouvrage ;
- prendre toutes les mesures nécessaires pour :
 - minimiser autant que possible le bruit lié au sciage de la dalle et à l'ouverture du voile;
 - aspirer ou contenir les eaux provenant des découpes de béton et empêcher tout écoulement d'eau (en particulier s'il y a usage d'eau pour le sciage de la dalle et du voile, le cas échéant);

ARTICLE 4 – AUTORISATIONS NECESSAIRES A LA REALISATION DES TRAVAUX

Outre les autorisations données au titre des présentes, la Communauté d'Agglomération fait son affaire des autres autorisations nécessaires à la réalisation des Travaux, tant administratives qu'auprès des avoisinants.

Compte tenu de leur nature, les Travaux nécessitent le dépôt d'une demande d'autorisation de créer, d'aménager ou de modifier (DACAM) un établissement recevant du public (ERP) pour aménager l'ERP que constitue le Parc auprès de la Préfecture de Police (SDIS) ou des autorités compétentes, en application de l'article L 111-8 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH).

La Communauté d'Agglomération fait son affaire de l'élaboration de cette DACAM qu'elle transmettra à INDIGO pour validation. INDIGO disposera d'un délai d'un mois à compter de la réception du dossier pour instruire cette demande et solliciter d'éventuelles précisions complémentaires.

Le dépôt de la DACAM sera effectué par INDIGO en tant qu'exploitant de l'Ouvrage étant précisé que le dépôt par INDIGO de cette demande ne constitue qu'une modalité administrative qui n'entraîne aucune conséquence juridique pour cette dernière, le Maître d'Ouvrage étant seul responsable vis-à-vis des autorités compétentes.

INDIGO s'engage à transmettre au Maître d'Ouvrage toutes les informations et avis reçus dans le cadre du suivi de l'instruction des demandes d'autorisations administratives et/ou des déclarations requises pour la réalisation des Travaux. Les éventuels recours gracieux et/ou contentieux à l'encontre de ces autorisations administratives et/ou des décisions éventuelles de retrait seront suivis par le Maître d'Ouvrage qui en fait son affaire.

INDIGO s'engage à transmettre au Maître d'Ouvrage, dès réception, une copie de l'arrêté d'Autorisation de Travaux relatif à la DACAM susvisée.

INDIGO autorise, sans réserve, expressément le Maître d'Ouvrage à déposer toutes demandes d'autorisations administratives et/ou déclarations et à effectuer toutes démarches utiles en vue de l'obtention et du caractère

définitif des autorisations administratives requises pour la réalisation des Travaux.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à remettre gratuitement à INDIGO une copie des demandes d'autorisations administratives (autres que la DACAM) et/ou des déclarations effectuées ainsi qu'une copie des autorisations administratives et/ou récépissés obtenus.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à se conformer, à ses frais, aux prescriptions qui pourraient lui être faites par la Commission de sécurité compétente figurant dans les autorisations administratives ou les attendus de l'arrêté d'Autorisation de Travaux relatif à la DACAM susvisée, en matière de sécurité incendie notamment, de façon qu'Indigo ne puisse pas être inquiétée à quelque titre que ce soit et ne rencontre aucune difficulté d'exploitation

ARTICLE 5 - DUREE ET PHASAGE DES TRAVAUX

Les Travaux débuteront après la signature de la présente Convention et au plus tôt après la réalisation de l'état initial contradictoire par un Commissaire de Justice selon les modalités précisées à l'article 6 ci-après.

La durée des Travaux est de 3 mois à compter de la date de réalisation de cet état des lieux initial.

La Communauté d'Agglomération tiendra le ou les représentants d'INDIGO visé(s) à l'article .. ci-après régulièrement informé(s) du calendrier effectif de réalisation des Travaux.

Les Travaux se décomposent comme suit :

- Phase 1 : Travaux préparatoires
- Phase 2 : Travaux de création de l'ouvrage de surverse et pose de la canalisation de surverse
- Phase 3 : Travaux de création de l'ouvrage de captage et local associé
- Phase 4 : Travaux préparatoires à la pose de la canalisation Eau Brute et réfection de surface
- Phase 5 : Travaux de réfection/remise en état de la dalle du Parc et des voiles périphériques/reprises de l'étanchéité.

Tout dépassement de la durée des Travaux au-delà de la durée de 3 mois donnera lieu au paiement par le Maître d'Ouvrage à INDIGO d'une pénalité de 150 € par jour de retard sauf survenance d'un cas de force majeure ou d'une ou plusieurs cause(s) légitime(s) de suspension des délais telles que définies ci-après, sous réserve que ces événements ne résultent pas, même partiellement, d'une faute, erreur ou négligence de la Communauté d'Agglomération ou des personnes qui agissent pour son compte :

- Présence de matériaux contenant de l'amiante à l'issue du diagnostic avant travaux de démolition impliquant la réalisation de travaux d'enlèvement, d'évacuation, de traitement ou d'encapsulage,
- Contraintes d'exécution liées à l'évolution de la crise sanitaire du Covid19 postérieurement à la prise d'effet de la présente Convention,
- Grève, qu'elle soit générale, particulière au secteur du bâtiment et à ses industries annexes, ou qu'elle touche l'activité des entreprises travaillant sur le chantier, à l'exception de toute grève touchant spécifiquement une entreprise travaillant sur le chantier,

- Injonctions administratives ou judiciaires de ne pas commencer, de suspendre ou d'arrêter les Travaux, à moins que lesdites injonctions ne soient fondées sur des fautes ou des négligences imputables à la Communauté d'Agglomération,
- Troubles résultant d'hostilités, d'acte de terrorisme ou de sabotage, d'attentats ou menaces d'attentats, d'émeutes, de guerre, cataclysmes,

La survenance d'un cas de force majeure ou d'une cause légitime de suspension des délais visée ci-avant devra faire l'objet d'une notification par la Communauté d'Agglomération à INDIGO par lettre recommandée avec accusé de réception avec la mention du délai certain ou prévisible de l'évènement à l'origine du retard. Le décompte définitif du retard ainsi intervenu devra également être transmis à INDIGO dans les mêmes formes, accompagné des justificatifs correspondants.

ARTICLE 6 - ETAT DES LIEUX

Avant tout commencement des Travaux, les Parties conviennent de faire dresser par un Commissaire de Justice mandaté par et aux frais du Maître d'Ouvrage, un état des lieux du site qui sera réalisé contradictoirement entre INDIGO, le Maître d'Ouvrage et la ou les entreprise(s) retenue(s) pour la réalisation des Travaux par le Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'Ouvrage conviendra de concert avec INDIGO d'une date pour réaliser cet état des lieux de référence et convoquera INDIGO à cet effet, par voie électronique en respectant un délai de 5 jours ouvrés avant cet état des lieux.

Le Maître d'œuvre participera à cet état des lieux.

Une copie du procès-verbal de constat réalisé par le Commissaire de Justice sera remise gratuitement par le Maître d'Ouvrage aux parties invitées à participer à cet état des lieux et une copie sera annexée ultérieurement à la Convention (**Annexe n°..**).

Le Maître d'Ouvrage s'engage à rendre cet état des lieux contradictoire opposable à toutes les entreprises qu'il aura désignées pour la réalisation des Travaux.

ARTICLE 7 - EXECUTION DES TRAVAUX - EXPLOITATION DE L'OUVRAGE ET CONTRAINTES ASSOCIEES

Les Travaux devront (i) être conformes aux prescriptions figurant dans les autorisations administratives ainsi qu'aux prescriptions du ou des Bureau(x) de Contrôle et (ii) leur réalisation devra faire l'objet d'un avis favorable du ou des Bureau(x) de Contrôle, étant précisé que la mission de contrôle technique confiée à celui-ci (ceux-ci) devra porter notamment sur la stabilité (L), la solidité des existants (LE), les avoisinants (AV) et la sécurité des personnes (SEI).

Il est expressément convenu que la Communauté d'Agglomération a seule la responsabilité de la conception et de l'exécution des Travaux qu'elle réalise pour son propre compte : la responsabilité d'INDIGO ne pourra être mise en cause du fait de l'exactitude et de l'efficacité des études réalisées et du choix ou des techniques utilisées, les documents d'étude et de calculs

réalisés par le ou les bureaux d'études et/ou par les entreprises et/ou les ou les Bureau(x) de Contrôle qui ont été ou seront transmis à INDIGO l'ont été à titre informatif, à l'exclusion de tout contrôle par INDIGO, cette autorisation de faire procéder aux Travaux ne pouvant, en aucune manière, être interprétée comme une décharge de responsabilité au bénéfice d'INDIGO.

La stabilité à froid et à chaud de l'Ouvrage et les conditions de sécurité requises dans un ERP type PS devront être préservées et attestées par un bureau de contrôle.

Les modalités d'exploitation du Parc devront être préservées et seront prioritaires sur la réalisation des Travaux du Maître d'Ouvrage et ce, en toutes circonstances. En particulier, les livraisons et l'évacuation de machines et/ou matériaux devront être planifiées au préalable en concertation avec INDIGO afin de ne pas causer d'interruption ou de gêne aux flux d'entrée ou de sortie des véhicules, étant ici d'ores et déjà précisé que les livraisons des matériels et de tout équipement de démolition et de sciage susceptibles de gêner le fonctionnement du Parc devront être effectuées avant 7h30 le matin.

Ainsi, afin de limiter au maximum la gêne des usagers du Parc, les Travaux de démolition et sciage dont le niveau sonore est très élevé seront uniquement réalisés entre 9h00 et 17h00 hors week-end.

En outre, le Maître d'Ouvrage devra imposer à ses Entreprises et/ou prestataire(s) de mettre en place, durant la réalisation des Travaux en phase de démolition et de sciage (Travaux Bruyants), un homme « bruit » en liaison avec le local d'exploitation du Parc et le chantier afin de faire cesser immédiatement le chantier en cas de déclenchement des alarmes d'alerte incendie de sorte que les sirènes et annonces sonores soient audibles.

Les zones à proximité des emprises du chantier seront maintenues exemptes de tout dépôt, salissure ou dégradation lié aux Travaux. Les travaux dégageant des nuisances telles que la poussière, l'eau, les gravats et la laitance devront être confinés efficacement vis-à-vis des usagers du Parc. Les eaux provenant des découpes de béton seront aspirées à l'avancement des Travaux et toutes mesures seront prises pour empêcher l'écoulement de l'eau aux niveaux inférieurs.

Le déploiement et le stockage de matériel, la circulation des véhicules, et le processus de réalisation des Travaux devront respecter les contraintes techniques du Parc et en particulier le gabarit physique et la charge maximale admise acceptée. Le matériel livré dans le Parc devra être livré par des véhicules légers et/ou camionnettes de gabarit inférieur à deux (2) mètres.

Aucun stockage de produits dangereux, inflammable, explosif ou dangereux pour l'environnement ne sera toléré au sein du chantier en dehors des compléments ponctuels en diesel pour les besoins des équipements matériels. Le Maître d'Ouvrage devra imposer à ses Entreprises et/ou prestataire(s), d'assurer leur propre signalétique de chantier ainsi que celle relative à la sécurité de leurs zones d'intervention ou de stockage de leurs matériels et matériaux.

A l'inverse, la signalétique provisoire d'information mise en œuvre par les équipes d'exploitation d'INDIGO au sein du Parc reste à l'entière initiative de cette dernière, et ne devra en aucun cas faire l'objet de modifications

ou de déplacements par le Maître d'Ouvrage et/ou ses Entreprises et/ou prestataire(s) et/ou leurs sous-traitants, sans l'accord de l'un des représentants d'INDIGO visés à l'article 7.2 de la Convention.

Le Maître d'Ouvrage et/ou ses Entreprises et/ou prestataires et/ou leurs sous-traitants, sont tenues de fournir une tenue ou des signes distinctifs et clairement visibles aux ouvriers travaillant pour leur compte sur le Chantier. Ledit personnel doit impérativement porter une veste ou une jaquette rétro-réfléchissante.

Aucune atteinte, retrait ou modification même ponctuelle des équipements type gabarits routiers, barrières de péage, têtes de sprinkler ou détection incendie (DI) et d'une manière générale de toute installation gérée par INDIGO ne sera tolérée pendant la durée des Travaux, sauf autorisation écrite préalable d'INDIGO, étant précisé que les têtes de sprinklers ou DI pouvant se trouver dans les zones de chantier devront être protégées, qu'elles soient neutralisées ou non.

Toute dégradation exclusivement imputable à l'action du Maître d'Ouvrage et/ou de ses Entreprises et/ou prestataires et/ou leurs sous-traitants, donnera lieu à une remise en état du Parc conforme à l'état des lieux et à la charge financière exclusive du Maître d'Ouvrage.

En particulier, toutes fuites d'effluents ou de boues donneront lieu à une action corrective immédiate de la part du Maître d'Ouvrage et/ou de ses Entreprises et/ou prestataires et/ou leurs sous-traitants, pour contenir et nettoyer les périmètres pollués, en ce compris l'ensemble des réseaux et canalisations. L'évacuation des boues ou autres effluents ou déchets ne devront en aucun cas être déversés dans les cunettes.

ARTICLE 8 - IMPLANTATIONS DE CHANTIER

Les implantations de chantier devront être balisées, interdites au public et comporter des palissades et portes de chantier coupe-feu toute hauteur jusqu'au nu du plafond sauf contrainte technique particulière.

Leur entretien ainsi que celui de leurs abords immédiats sont à la charge du Maître d'Ouvrage et/ou de ses Entreprises et/ou prestataires et/ou leurs sous-traitants et devront être tenus dans un état de propreté convenable afin de ne pas dégrader la sécurité du site.

Sous réserve d'une mise en demeure préalable à l'attention du Maître d'Ouvrage restée sans effet pendant une période de trente (30) jours à compter de sa date de réception par celui-ci, sauf en cas d'urgence où ce délai sera ramené à un délai minimum de cinq (5) jours, INDIGO se réserve le droit de refacturer toute intervention exceptionnelle résultant de la négligence du Maître d'Ouvrage et/ou de ses Entreprises et/ou prestataires et/ou leurs sous-traitants, étant précisé que le prix de cette intervention devra être raisonnable et conforme à la pratique du marché.

Enfin aucun dépôt, stockage de matériaux ou d'outillage ne sera toléré à l'extérieur des emprises autorisées.

ARTICLE 9 – SECURITE

Compte tenu de la réalisation des Travaux en site occupé, la Communauté d'Agglomération s'engage tant en son nom que pour le compte de ses Entreprises et/ou prestataires et/ou leurs sous-traitants, à :

- faire effectuer lesdits Travaux de manière à ne faire courir aucun danger aux usagers du Parc,
- n'apporter aucune gêne à son évacuation,
- respecter et à faire respecter les dispositions de la réglementation applicable aux établissements recevant du public type PS.

Les Travaux étant réalisés en site occupé, ils donneront lieu à l'élaboration d'un dossier dit « GN 13 » lequel sera soumis dans son intégralité à INDIGO pour accord. A réception de ce dossier, INDIGO disposera d'un délai de quinze (15) jours pour instruire cette demande, demander d'éventuelles précisions complémentaires et répondre ensuite par écrit pour faire part de son accord ou de son refus au dépôt du dossier de GN13 auprès des autorités compétentes. En l'absence de réponse au terme de ce délai, INDIGO sera réputée avoir accepté le dossier qui lui aura été soumis.

En cas d'accord, le dossier de GN13 sera déposé par la Communauté d'Agglomération ensuite auprès des services compétents,.

Dans le cadre de la réalisation des Travaux, la Communauté d'Agglomération s'engage à respecter les prescriptions éventuellement émises par les autorités compétentes suite au dépôt du dossier « GN 13 » et ce, qu'elles soient adressées à INDIGO en sa qualité d'exploitant et/ou à la Communauté d'Agglomération Maître d'Ouvrage des Travaux.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à assurer et à imposer à ses Entreprises et/ou prestataires et/ou leurs sous-traitants, d'assurer par toutes mesures nécessaires l'ordre, l'hygiène, la surveillance et la sécurité du chantier et de ses abords, du personnel y évoluant, de sa logistique, de leurs entreprises et/ou prestataires et/ou leurs sous-traitants, des usagers du Parc et du personnel d'INDIGO, conformément aux lois, décrets, règlements de police, de voirie, d'hygiène ou des usages des professions du bâtiment dont le Maître d'Ouvrage et/ou ses Entreprises et/ou prestataires et/ou leurs sous-traitants ne sauraient invoquer l'ignorance, de telle sorte que INDIGO ne soit jamais inquiétée ni poursuivie à ce sujet.

Le Maître d'Ouvrage devra s'assurer notamment de la préservation des issues de secours du Parc.

Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) applicable aux Travaux établi par les Entreprises et leurs sous-traitants et validé par le Coordonnateur SPS est joint en annexe (**Annexe n°..**).

Pendant toute la durée des Travaux, le Maître d'ouvrage des Travaux devra suivre toutes les directives qui lui seront données par le Coordonnateur SPS en conformité avec les demandes de l'inspection du travail.

La veille de chaque week-end et chaque soir après la fermeture du chantier, les Entreprises qui y sont intervenues devront dresser, avant leur départ, un état des travaux en cours et des risques potentiels pouvant survenir du fait même de la situation de travaux pendant le week-end et/ ou la nuit lorsque l'encadrement du chantier n'est pas présent.

Cet état fera l'objet d'un courriel adressé par les représentants des Entreprises aux représentants d'INDIGO avec copie au Maître d'Ouvrage et sera consigné sur un cahier de liaison au bureau de chantier des Entreprises. Cette mesure a pour objectif de permettre aux équipes d'astreinte technique de la société INDIGO PARK d'intervenir efficacement en cas d'incident. Ces interventions seront refacturées au Maître d'ouvrage des Travaux, à charge pour lui de les refacturer aux Entreprises qui en sont responsables.

Toute anomalie, résultant des Travaux, entravant l'exploitation de l'Ouvrage ou affectant la sécurité de celui-ci devra être signalée sous deux heures à compter de la survenance ou de son constat par les Entreprises à INDIGO et au Maître de l'Ouvrage et réparée dans les plus brefs délais afin d'assurer le correct fonctionnement de l'exploitation de l'Ouvrage et/ou sa sécurité.

ARTICLE 10 - DIAGNOSTICS

INDIGO transmettra le Dossier Technique Amiante et les diagnostics amiante et plomb en sa possession au Maître d'Ouvrage dans un délai de 5 jours ouvrés suivant la signature de la Convention.

A l'aune des diagnostics transmis par INDIGO, le Maître d'Ouvrage réalisera, à ses entiers frais, les diagnostics et investigations complémentaires le cas échéant nécessaires, notamment diagnostic amiante avant travaux.

Les diagnostics complémentaires (notamment amiante, plomb le cas échéant, de même que tout autre diagnostic obligatoire) relatifs aux parties d'Ouvrage concernées par les Travaux devront être réalisés par le Maître d'Ouvrage, à ses frais, et communiqués à INDIGO avant la réalisation desdits Travaux sur cette partie d'Ouvrage.

Dans l'hypothèse où les recherches révéleraient la présence de matériaux contenant de l'amiante et/ou du plomb, le Maître d'Ouvrage prendra à sa charge le coût d'enlèvement, d'évacuation, de traitement ou d'encapsulation desdits matériaux.

Dans ce cas, le point de départ du délai de réalisation des Travaux visé à l'Article 5 sera reporté au jour de l'achèvement des travaux prescrits par ledit diagnostic technique amiante de l'Ouvrage.

ARTICLE 11 - COMMUNICATION

La Communauté d'Agglomération tiendra INDIGO régulièrement informée de l'avancement des Travaux. A cette fin, sont précisés ci-après les interlocuteurs représentant chacune des Parties

11-1 - Interlocuteurs du Maître d'Ouvrage

M.
Tél :
Adresse :
Email :

11-2 - Interlocuteurs d'INDIGO

M.
Tél :

Adresse :
Email :

11-3 - Interlocuteurs de l'Entreprise Générale

M.
Tél :
Adresse :
Email :

ARTICLE 12 - ACHEVEMENT - RECEPTION - REMISE A LA VILLE

12-1 - Achèvement des Travaux

La Communauté d'Agglomération devra informer le Concessionnaire par écrit de l'achèvement des Travaux

12-2 - Réception

Les Travaux seront réceptionnés par la Communauté d'Agglomération, avec ou sans réserves, en présence de représentants du Concessionnaire et de la Ville (la « Réception »).

La Communauté d'Agglomération s'engage à inviter un représentant d'INDIGO et de la Ville aux opérations préalables à la Réception par lettre recommandée avec avis de réception au plus tard quinze (15) jours ouvrés avant la date fixée pour la Réception.

La Ville et le Concessionnaire auront la faculté de demander au Maître d'Ouvrage à ce qu'il mentionne comme réserves dans le procès-verbal de Réception à intervenir, les défauts que la Ville ou INDIGO aurait relevés - si elles avaient elles-mêmes réceptionné les Travaux - quant aux malfaçons, défauts de conformité technique et vices apparents par rapport aux stipulations de la Convention, en ce compris les prescriptions résultant des autorisations administratives obtenues et d'une commission de sécurité le cas échéant.

Il ne s'agit là que d'une simple faculté offerte à la Ville et à INDIGO, de sorte que son défaut d'exercice partiel ou total n'emportera aucune conséquence légale et ne pourra leur être reproché de quelque manière que ce soit.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à réaliser ou faire réaliser par ses Entreprises et/ou prestataires et/ou leurs sous-traitants, les travaux de levée des réserves le cas échéant visées au sein du procès-verbal de Réception, et ce, dans un délai de deux (2) mois à compter de la Réception.

Dans l'hypothèse où le Maître d'Ouvrage ne réaliserait pas ou ne ferait pas réaliser les travaux de levée des réserves dans ce délai de 2 mois, celui-ci devra verser à INDIGO une pénalité de 100 € par jour ouvrable de retard.

12-3 - Remise de l'Ouvrage Modifié

L'Ouvrage tel que modifié par les Travaux (l'« **Ouvrage Modifié** ») fera l'objet d'une remise par la Communauté d'Agglomération à la Ville et à INDIGO (la «

Remise »), étant précisé que la Remise aura lieu le même Jour que la Réception à l'issue de celle-ci.

La Remise aura pour objet et pour effet de transférer la propriété de l'Ouvrage Modifié par incorporation des Travaux à l'Ouvrage, constatée contradictoirement entre la Communauté d'Agglomération et la Ville en présence d'INDIGO. Les Travaux deviendront partie intégrante du Parc sans contrepartie quelconque ni indemnité de la part d'INDIGO et/ou de la Ville.

La Remise donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal de constat de Remise de l'Ouvrage Modifié, signé en trois exemplaires, par la Communauté d'Agglomération, la Ville et le Concessionnaire, chacune de ces trois parties conservant un exemplaire original à l'issue de l'opération de Remise et ledit procès-verbal de Remise précisant, le cas échéant, les éventuelles non-conformités formulées au titre du troisième alinéa de l'Article 12.2.

Dans l'hypothèse où la Réception visée à l'Article 12.2 serait prononcée avec réserves, la liste desdites réserves sera visée au sein du procès-verbal de Remise.

Le Maître d'ouvrage s'engage à réaliser ou faire réaliser par ses Entreprises et/ou prestataires et/ou leurs sous-traitants, les travaux de reprise des défauts ou malfaçons, y compris non substantiels, précisés sur le procès-verbal de Remise et ce, dans un délai d'un (1) mois suivant la Remise, de façon que les Travaux soient conformes à ceux autorisés par la Convention et/ou aux prescriptions des autorisations administratives obtenues et d'une commission de sécurité le cas échéant.

ARTICLE 13 - REMISE EN ETAT DE L'OUVRAGE APRES ACHEVEMENT - REMISE DES DOCUMENTS DES OUVRAGES EXECUTES

13-1 - Repli des installations et remise en état

Dans un délai de trois (3) semaines à compter de la Remise, les installations de chantier nécessaires à la réalisation des Travaux devront être repliées et la remise en état devra intervenir conformément à l'alinéa suivant (la « Remise en Etat »).

A l'issue du démontage des installations de chantier, le Maître d'Ouvrage procédera ou fera procéder par ses Entreprises et/ou prestataires et/ou leurs sous-traitants au nettoyage des emprises et des zones avoisinantes, rebouchera les éventuels carottages, remettra en état les éléments et parties du Parc concernés par les Travaux (notamment reprise de peinture ou mise en peinture des plafonds, sols et murs au droit des zones d'intervention) en respectant la conformité de l'Ouvrage à la réglementation applicable à cet Ouvrage (le Maître d'Ouvrage devra respecter en particulier le gabarit de l'Ouvrage applicable).

A la fin de l'ensemble des Travaux, il sera réalisé un état des lieux selon les mêmes modalités que l'état des lieux réalisé avant Travaux visé à l'article 6 de la Convention.

Le défaut de Remise en état de l'Ouvrage dans un état conforme à l'état des lieux initial visé à l'article 6 de la Convention au plus tard 2 mois suivant l'état des lieux après Travaux susvisé donnera lieu au versement par le Maître d'ouvrage à INDIGO d'une pénalité de 150 € par jour de retard.

13-2 - Remise des documents des ouvrages exécutés

- RVRAT

Le Maître d'Ouvrage s'engage à remettre à INDIGO, dans un délai d'un (1) mois suivant l'achèvement des Travaux :

- le rapport final de contrôle technique avec avis favorable sur les articles PS établi par un Bureau de Contrôle,
- le rapport de vérification réglementaire après travaux établi par un Bureau de Contrôle (le « RVRAT ») sans observations, attestant de la conformité de l'Ouvrage après Travaux à la réglementation applicable aux établissements recevant du public type PS.

A défaut de remise des documents susvisés dans le délai défini ci-dessus, le Maître d'Ouvrage sera passible d'une pénalité de 150 € par jour de retard.

- DOE - DIUO

Le Maître d'ouvrage s'engage à remettre à INDIGO ainsi qu'à la Ville, dans un délai de quatre mois à compter de l'achèvement des Travaux, le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) soit les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés, les fiches de calcul, la liste des intervenants, les matériels et équipements installés, les prescriptions de maintenance et notices de fonctionnement le cas échéant, et le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO).

A défaut de remise des documents dans le délai défini ci-dessus, le Maître d'ouvrage sera passible d'une pénalité de 250 € par jour de retard.

ARTICLE 14 - COMMISSION DE SECURITE

Postérieurement à la Réception, les ouvrages réalisés par la Communauté d'Agglomération feront le cas échéant l'objet d'une visite de la Commission de Sécurité afin de s'assurer de la conformité des Travaux à la réglementation applicable aux ERP Type PS.

La Communauté d'Agglomération s'engage à respecter les éventuelles recommandations formulées par la Commission de Sécurité et, le cas échéant, à réaliser à ses frais les travaux y afférents.

Si les services instructeurs de la DACAM ne sollicitent pas le passage de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (CCDSA) à l'issue des Travaux, la Communauté d'Agglomération s'engage à assister ou à se faire représenter sur convocation d'INDIGO à la visite de la CCDSA périodique qui aura lieu postérieurement à l'Achèvement et à la Réception des Travaux.

A cette occasion, la Communauté d'Agglomération s'engage à fournir à la Commission de Sécurité tous les documents (DOE, RVRAT, attestations de bureau de contrôle ...) correspondant aux Travaux réalisés afin de justifier de leur conformité réglementaire. La Communauté d'Agglomération s'engage à se conformer aux éventuelles recommandations et prescriptions formulées par la

Commission de Sécurité et, le cas échéant, à réaliser à ses frais les travaux y afférents.

ARTICLE 15 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

15-1 - Responsabilité

Le Maître d'Ouvrage est intégralement responsable des Travaux. Il fait son affaire personnelle du respect, par ses prestataires et/ou sous-traitants, en ce compris, notamment, l'Entrepreneur Général, de l'intégralité des stipulations de la présente convention de travaux.

Il est ici rappelé que (i) le Maître d'Ouvrage a seul la responsabilité de la conception et de l'exécution des Travaux qu'il réalise pour son propre compte et (ii) les documents d'études et de calculs réalisés par le ou les bureaux d'études et/ou par l'Entrepreneur Général et/ou le Bureau de Contrôle qui ont été transmis à INDIGO l'ont été à titre informatif, à l'exclusion de tout contrôle par INDIGO, le Maître d'Ouvrage conservant à sa charge l'entière responsabilité de l'exactitude et de l'efficacité de ses études et de la solution technique adoptée.

En cas de survenance après la Réception de désordres, malfaçons et/ou non-conformités affectant le Parc et consécutifs aux Travaux, le Maître d'Ouvrage s'engage, sur demande motivée d'INDIGO, à y remédier dans un délai raisonnable à convenir entre les Parties ou à régler à INDIGO toute somme engagée par celle-ci au titre de travaux de remise en état si cette remise en état n'est pas réalisée à l'issue de ce délai raisonnable.

En cas de désaccord sur la cause des désordres, malfaçons et/ou non-conformités constatés par INDIGO, les Parties conviennent de choisir d'un commun accord un expert compétent choisi sur la liste des experts judiciaires ou, à défaut d'accord sur le choix de l'expert, désigné par Monsieur le Président du Tribunal Judiciaire à la requête de la Partie la plus diligente. Le coût de cet expert amiable ou judiciaire sera initialement supporté par le Maître d'Ouvrage, puis ce coût sera in fine alloué entre le Maître d'Ouvrage et INDIGO en fonction de l'attribution de responsabilité établie par l'expert au terme de son expertise ou d'une décision de Justice définitive statuant sur les responsabilités, étant précisé qu'en l'absence d'attribution de responsabilité, ledit coût sera in fine intégralement supporté par moitié entre les Parties.

Les opérations d'expertise devront être effectuées au contradictoire et en présence d'INDIGO.

La Ville devra être convoquée par l'expert désigné par les Parties pour chaque réunion ou attraité à la procédure d'expertise judiciaire par la Partie formant la demande d'expertise judiciaire et ce de manière à ce que tout constat puisse être réalisé en présence de la Ville et lui être opposable. Le Maître d'Ouvrage assumera seul toute responsabilité tant envers INDIGO qu'envers les tiers et en particulier vis-à-vis des usagers de l'Ouvrage, pouvant résulter de tous accidents, dégâts, dommages directs ou indirects, ou gêne de quelque nature que ce soit, causés par les Travaux.

Ainsi le Maître d'Ouvrage s'engage contractuellement et en dehors de toute assurance à garantir et tenir indemne Indigo contre tous dommages qui auraient

pour origine directe et exclusive les Travaux, de manière à ce qu'INDIGO ne puisse pas être inquiétée à ce sujet.

15.2 - Assurances

Le Maître d'Ouvrage déclare que les Travaux sont couverts par :

☐ une police « Tous Risques Chantier » n° souscrite auprès de la Compagnie d'assurances garantissant les Travaux durant toute leur durée contre tous les risques de dommages matériels en ce compris ceux causés aux existants, selon attestation annexée à la Convention;

et

☐ une police responsabilité civile maître d'ouvrage n° souscrite auprès de la Compagnie d'assurances garantissant l'ensemble des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non qui pourraient être causés à des tiers, des usagers du parc de stationnement de la Foux et à INDIGO et/ou ses salariés et/ou ses prestataires ayant subi un dommage au titre des Travaux, selon attestation annexée à la Convention;

En cas de sinistre, et de mise en œuvre de l'une des assurances susvisées au profit d'INDIGO, le Maître d'Ouvrage s'engage à supporter le coût des franchises correspondantes de manière à ce que INDIGO soit, en cas de sinistres, désordres, dommages, malfaçons et/ou non-conformité, pleinement indemnisé.

Le Maître d'Ouvrage s'engage également à s'assurer que l'ensemble des participants à la réalisation des Travaux sont bien assurés pour leur responsabilité décennale, ainsi que pour leurs responsabilités civiles et professionnelles.

ARTICLE 16 - MODALITES FINANCIERES

16-1 - Coût des Travaux

La Communauté d'Agglomération prendra à sa charge l'intégralité des honoraires, impôts, taxes et redevances et du coût des études et travaux et de tous autres travaux, charges, prestations qui se révéleraient nécessaires à la réalisation des Travaux ainsi qu'au maintien en activité du Parc du fait de la réalisation des Travaux, et en particulier les éventuelles prescriptions résultant des autorisations administratives, afin d'assurer la continuité du service public du fait de la réalisation des Travaux et d'une commission de sécurité le cas échéant.

Ainsi, la Communauté d'Agglomération prendra à sa charge non seulement le coût des Travaux mais également les éventuels autres frais, charges et impositions se rapportant uniquement auxdits Travaux ou à des travaux complémentaires indispensables au maintien en activité du Parc et résultant de la seule réalisation des Travaux.

16-2 - Redevance au titre des places neutralisées

La réalisation des Travaux nécessite la neutralisation de toutes les places de stationnement du niveau Rez-de-Chaussée du Parc de la Foux.

Cette neutralisation donnera lieu au règlement par la Communauté d'Agglomération au Concessionnaire d'une redevance de 10 000 € HT pour une durée de neutralisation de ces places de stationnement de trois (3) mois.

Dans l'éventualité où la durée des Travaux se prolongerait au-delà de la période 3 mois, la Communauté d'Agglomération règlera une redevance de 150 € HT par jour supplémentaire.

ARTICLE 17 - DUREE DE LA CONVENTION

La Convention prend effet à compter de sa signature par les Parties et prendra fin à l'achèvement complet par la Communauté d'Agglomération de ses obligations au titre de la Convention sans préjudice du maintien de ses responsabilités à raison de ses obligations et en particulier des garanties légales en matière de construction.

ARTICLE 18 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification à la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les personnes dûment autorisées et habilitées à cet effet.
IL est d'ores et déjà expressément convenu entre les Parties que la Ville aura la faculté de se substituer au Concessionnaire dans l'exécution de la Convention.

ARTICLE 19 - REGLEMENT DES LITIGES

Les Parties privilégieront la voie amiable pour le règlement de leurs litiges. Si aucune solution amiable n'était trouvée, les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif compétent.

ARTICLE 20 - ELECTION DE DOMICILE

Les Parties élisent domicile aux adresses figurant en en-tête où toutes notifications et courriers pourront valablement être faits.

ARTICLE 21 - DOCUMENTS ANNEXES

Sont annexées à la présente convention, les Annexes suivantes :

- Annexe 1 :
- Annexe 2 :
- Annexe 3 :

Fait à Grasse, le 2024

En deux exemplaires originaux

Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Pour INDIGO Infra

Pour la CAPG
M. Jérôme VIAUD
Président

Pour INDIGO
M. Pierre BONNABAUD
Directeur Régional

Pour la Ville de Grasse